

Solidaires demande la création d'un groupe de travail sur l'impact de la création de la grande région ACAL sur les restructurations et les conditions de travail des agents, la fiche d'impact n'étant pas jugée suffisante. Il a également rappelé que ce point devait être traité en CHSCT en amont, avant d'être vu en CTL. L'administration donne son accord pour l'organisation d'un groupe de travail avant le CTL du 19 novembre 2015.

1 – Approbation du Procès-Verbal de la réunion du CHSCT du 05/06/2015

Approbation par l'ensemble des Organisations Syndicales (OS).

2 – Budget 2015, validation de la répartition du solde des crédits après étude des derniers devis

Les dépenses suivantes ont ainsi été étudiées :

INSEE :

L'achat de plots pour mettre un escalier en conformité de sécurité

Douanes :

Achat d'un fauteuil ergonomique, un rehausseur d'écran / bras articulé pour écran pour PMR qui serait à changer (devis fournis dès que possible).

Solidaires est en désaccord pour la prise en compte de l'achat d'extincteurs + de recharges sur le budget du CHSCT. Cela devrait être compris dans le budget de la Direction (cela est le cas à la DRFiP = contrat d'entretien et de vérification).

Les OS sont au final d'accord pour un co-financement à 50 % pour cette dépense, en rappelant que ce serait la dernière année.

DIRCOFI :

RAS (remarque : pas d'achat de prévu, mais toujours problème des poignées de 4 portes)

DRFiP :

L'agrandissement de l'abri à vélos à Strasbourg-Neudorf entraînerait un surcoût car l'entreprise dont le devis a été retenu a fait faillite (coût prévu de 7 522 €).

L'achat de 55 kits de trousse de secours a été validé par le CHSCT. Il y aurait un remplacement annuel du matériel périmé dans ces kits vers le mois de septembre.

Les Médecins de Prévention ont proposés de prendre en charge sur leur budget Action sociale l'achat de 5 kits pour les Douanes et 4 kits pour l'INSEE.

A l'avenir, l'action sociale prendrait en charge l'achat de tous les kits nécessaires INSEE, Douanes, DRFiP).

L'achat de cornières pour les marches glissantes des escaliers de la Direction a été jugé plus sur (coût : 9424,80 €).

L'achat d'une rampe d'accès pour l'annexe de Strasbourg Neudorf a été validé (669 €), ainsi que du matériel informatique spécifique pour des aménagements de poste prévu par la Médecine de Prévention (pupitres glissants pour écrans, souris « roller » = 1051,20 €) et 5 vitres pour boîtiers d'alarme (120 €).

L'administration a également proposé le financement de luminaires au Centre des Finances Publiques (CFP) de Niederbronn, coût de 4028,59 €) :

La CGT a demandé pourquoi l'installation de luminaires sur un site où les agents sont installés depuis 1 an devrait être financé par le CHSCT ? Selon l'administration, le remplacement de luminaires serait moins onéreux que d'installer un éclairage d'appoint pour chaque agent.

Sur la seconde demande de financement pour un changement de luminaire s à la DRFiP dans les bureaux de la caisse de dépôt et de consignations (CDC, suite à un regroupement de service), la CGT rappelle à nouveau qu'en cas de nouvelle installation de service, le financement de ce type de dépense relève du budget de la Direction et non de celui du CHSCT. Ce financement n'a pas été jugé prioritaire par les OS.

Sur la demande des agents du CFP de Saverne, relayée par Solidaires, d'installer une vitre sécurisée pour l'accueil du SIP, l'administration répond qu'une vitre a tendance à augmenter l'agressivité des usagers et que la tendance générale dans les administrations et les hôpitaux est d'enlever ces vitres et d'augmenter la distance entre l'agent et l'utilisateur par un aménagement de bureau. L'installation d'une vitre n'est donc pas préconisée .

La validation du budget ne pouvant se faire dans l'immédiat à cause des incertitudes dans le montant de certaines dépenses et de la prise en compte d'autres, l'administration enverra par messagerie aux OS un budget modificatif des dépenses CHSCT pour validation.

3 – Examen du rapport annuel 2014 des Médecins de Prévention (MP) et fiches de risques professionnels

a) Le rapport annuel présenté par les Dr JUNG et DOUNOVETZ

Les MP constatent comme les années précédentes que certains agents ne se sont pas présentés aux visites médicales. La DRFiP propose que les vérificateurs aient la possibilité de ne se présenter à la visite médicale que tous les deux ans.

Les MP réalisent également des visites particulières pour les agents ayant une pathologie ou revenant de congé longue maladie ou de longue durée . Elles ont également rappelés que depuis le départ à la retraite de l'infirmier, les examens ophtalmologiques seront effectués par le MP s'il n'y a pas eu de contrôle préalable dans l'année pour le patient.

Deux agents ayant été exposé à de l'amiante par le passé ont droit à un suivi médical.

Les MP constatent également que la souffrance au travail (ou en dehors) peut entraîner des troubles de la santé (sommeil, digestion et TMS). Elles constatent également que ces agents qui font état d'anxiété ou de suivi psychologique souffrent parfois de difficultés d'intégration au sein de leur environnement professionnel (collègues, hiérarchie).

La CGT demande à l'administration de l'INSEE qu'une fiche d'impact soit réalisée pour les postes qui seront supprimés en 2016 (maquetteur PAO, chargé d'édition internet) ainsi que des fiches d'impact liées à la réforme territoriale :

M FISCHER répond que ces agents ont été accompagnés et tout se fera en même temps que la mise en place de la nouvelle organisation suite à la réforme territoriale, c'est à dire en janvier 2016.

b) Les fiches de risques professionnels :

Solidaires rappelle que le service GIR a encore été oublié de la fiche et demande la création d'une fiche de risque pour les cas de suspicion de contamination dangereuse afin que les agents sachent quoi faire si la situation se présente (comme c'était le cas dernièrement au CFP de Molsheim).

4 – Fiches de signalements et signalements de dangers graves et imminents

Douanes :

En application d'une note interne, les fiches de signalements seront transmises au fur et à mesure au CHSCT afin que ce dernier puisse étudier les mesures prises ainsi que les risques. L'administration des Douanes mentionne également qu'en cas d'agression envers un agent des Douanes, l'avocat de l'administration défend également l'agent devant un tribunal judiciaire.

INSEE :

Le représentant de l'administration rappelle que suite aux travaux, le boîtier d'alarme incendie n'était pas fixé au mur car le système de report d'alarme dans le bureau du concierge de la cité administrative ne fonctionnait pas. Il a fallu attendre 2 mois pour que la mise en marche soit effective. Mais l'Insee est

tributaire des services du régisseur de la cité administrative. M Fischer juge qu'il n'y avait pas de danger encouru pour les agents car l'alarme fonctionnait quand même. Que l'agent a été informé de la situation, mais qu'il a souhaité porter connaissance de cela dans une fiche de signalement des dangers graves et imminents.

DRFiP :

Le représentant de l'administration rappelle les mesures prises en cas d'agression (verbale ou physique) envers un agent : lettre envoyée à l'agresseur par la DRFiP, appel téléphonique.

La CFDT remarque qu'il y a déjà autant de fiches de signalement en fin sept 2015 qu'au cours de toute l'année 2014. Solidaires observe qu'une fiche de signalement a été oubliée et que certains signalements ne sont pas annotés des suites données par l'administration.

5 – Point sur les accidents de travail (toutes Directions)

DRFiP :

Solidaires demande à ce que le tableau des accidents de travail mentionne la localisation, l'heure ainsi que les circonstances précises afin de pouvoir agir et éviter le risque encouru à l'avenir.

L'administration annonce que le tableau « suivi des accidents » sera complété en ce sens et renvoyé aux membres du CHSCT.

Autre point abordé : l'impact de la restructuration en Grande Région ACAL :

INSEE :

Il n'y aura pas d'établissement fermé dans les anciennes régions. Au niveau national, 4 groupes de travail sur ce thème de la restructuration sont en cours (gouvernance, accompagnement des agents, fonction Etudes et fonctions Supports), Ces groupes de travail doivent mettre en place les fiches d'impact : Le système sera opérationnel au 1^{er} janvier 2016 .

Les agents seront accompagnés individuellement, par le Directeur pour les encadrants, par les chefs de service pour le personnel B et C.

Une réunion informelle aura lieu en local à Strasbourg avec les représentants du personnel lundi prochain puis une réunion aura lieu à Nancy le 19 octobre en CTSD.

Solidaires fait observer que la note Lebranchu prévoit la possibilité d'une réunion inter régionales du CHSCT. Une réflexion est en cours sur la mise en place de CHSCT inter-régionaux, sur l'organisation des trois établissements touchés par la réforme territoriale mais, à ce jour, les détails d'application ne sont pas encore connus.

DRFiP :

Une note d'application pour cette nouvelle région devrait être rédigée en Novembre 2015.

6 – Point sur les chantiers immobiliers (Douanes et DRFiP)

CFP Strasbourg Neudorf :

Les travaux de désamiantage du bloc sanitaire situé au RDC du côté cadastre auront lieu entre le 17 octobre et le 10 novembre 2015 (le revêtement de sol contient de l'amiante).

Direction :

Un plan de mise en sécurité du bâtiment est en cours, un appel d'offre a été lancé.

Un projet de mise aux normes d'accessibilité aux PMR par l'entrée 25 avenue des Vosges est également en cours, le permis de construire a été déposé en avril 2015.

Après le curage des colonnes déjà effectué, il a été envisagé de refaire les blocs sanitaires du 2^{ème} étage.

CFP Illkirch : Le nouveau site SIP d'Illkirch est actuellement en travaux. L'installation est prévue pour mars 2016.

Le problème de la restauration est à nouveau évoqué : le conventionnement avec un tiers pour la restauration (Flunch, conseil départemental, CARSAT) n'est plus envisagé. La solution qui serait retenue semble être les « tickets restaurant ». Le changement de la réglementation pour les tickets restaurant (utilisation plus restrictive d'une carte restaurant au lieu de tickets) est également évoqué.

La salle de repos / cuisine de 40 m² : les détails du mobilier et de l'électroménager ne sont pas encore connus.

La CGT demande des plans à l'échelle avant la visite du site par le CHSCT prévue début novembre 2015.

CFP Schiltigheim :

Le service de recouvrement emménagera dans les anciens locaux archives début octobre 2015. La Trésorerie Collectivités s'installerait fin novembre 2015 au RDC.

Solidaires demande des précisions sur le financement du matériel de la cuisine du CFP de Schiltigheim : qu'est ce qui relève du budget de l'action sociale, de celui de la Direction et de celui du CHSCT ? La réponse du service immobilier : 5 micro-ondes seront disponibles ainsi que deux plaques vitro céramiques, le four existant sera maintenu en place : Le plan de travail sera changé pour un autre plus grand, des tables supplémentaires nécessaires seront fournies.

L'administration assure que l'équipement nécessaire pour la cuisine sera fourni. Le chantier pour la cuisine est prévu sur 2 jours, entre le 17 et le 30 octobre 2015.

De plus, les agents réclament l'installation de caissons anti-bruits pour cette cuisine trop bruyante : qu'en est-il du financement ? L'administration est d'accord sur le principe et propose la mise en place d'un groupe de travail avant le prochain CHSCT de mars 2016.

Une visite de site de Schiltigheim est prévue le 20 novembre 2015.

CFP Haguenau Clabaud : les travaux de mise aux normes électriques (remplacement de 3 tableaux électriques, réfection du câblage informatique) et de mises aux normes des sanitaires réalisés pour la fin de l'année 2015 (sauf au sous-sol de l'ancien bâtiment). Les sanitaires du RDC seront accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Des travaux de rafraîchissement des sols et des murs du 2^{ème} étage sont (enfin) prévus pour 2016. La CGT regrette qu'il faille encore attendre pour le reste du bâtiment.

Il est également envisagé pour 2017 des travaux de mise aux normes du RDC pour les PMR (projet d'élévateur dans la cour intérieure ainsi que la réfection de la cour intérieure.

CFP Lingolsheim (SDEA) : Le service est situé actuellement à Lingolsheim. Le nouveau site est prévu à Schiltigheim. Il s'agit d'un chantier de construction est en cours et la réception des travaux est prévue pour mai-juin 2016. Une visite du nouveau site par le CHSCT est envisagée pour le premier trimestre 2016.

Ont également été abordés les projets de réinstallation des services de Truchtersheim, Drusenheim et Saverne pour l'horizon 2016-2017. Il n'y a pas de nouvelles informations à ce sujet.

Pour le CFP de Wissembourg, aucune rénovation n'est encore programmée. Le sujet sera à nouveau évoqué lors du prochain CHSCT de mars 2016.

7 – Rapports des visites de sites par l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST)

DRFiP :

Les rapports de l'ISST pour les sites de Seltz et de la Petite Pierre (juillet et décembre 2014) ont été abordés. La CGT a constaté que tous les problèmes relevés sur ce rapport ne sont pas annotés des suites données par l'administration. Ainsi sur les sites de la Petite Pierre et de Seltz, il n'y a pas d'informations sur l'éventuelle formation des agents au maniement des extincteurs . Une formation est donc à prévoir en 2016. Les rapports de vérification électrique n'ont pas été présentés lors des visites sur ces deux sites : il demeure donc des incertitudes sur l'état de l'installation électrique.

La visite de site de la Direction du 6 et 29 janvier 2014 a été fournie lors de ce CHSCT mais n'a pas encore été commenté par l'administration. La CGT note cependant l'utilité de tels rapports : les nombreux problèmes relevés ont conduit l'administration à effectuer un plan de mise en sécurité du bâtiment et à étudier le problème de l'accessibilité des PMR.

Douanes :

Entzheim (visite du 02/06/2014) et BSI Entzheim (visite du 16/05/2012)

La CGT fait remarquer à l'administration que tous les rapports de visite de l'ISST (avec les suites données par l'administration) n'ont pas encore été fournis. L'administration DRFiP s'engage à étudier ces rapports lors des prochains CHSCT.

8 – Compte-rendu de la visite du CHSCT à la Trésorerie des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS)

Malgré l'état déplorable des lieux qui a été relevé par les membres du CHSCT lors de la visite sur ce site le 26 mai 2015, la CGT regrette qu'aucune rénovation ne soit encore programmée. Le sujet sera à nouveau évoqué lors du prochain CHSCT de mars 2016.

9 – Point sur les derniers exercices d'évacuation à la DRFiP

La CGT remarque que ces exercices n'ont pas encore été effectués sur 31 sites de la DRFiP, soit plus de 60 %. Il s'agit des petits sites du département pour lesquels l'assistant de prévention a effectué les demandes d'exercice auprès du gestionnaire de site mais que ce dernier ne juge pas prioritaire. L'ensemble des OS a rappelé que ces exercices annuels sont obligatoires et qu'il en va de la sécurité des agents. Des exercices d'évacuation surprise seront donc programmés par l'assistant de prévention.

10 – Questions diverses

La radioprotection des agents des Douanes en opérations commerciales : pas de trace de radioactivité relevée sur les dosimètres portés par les agents.

Cédric MARCHAL présente sa démission en tant que secrétaire du CHSCT (sa présence étant devenue plus que nécessaire sur son nouveau poste, il n'aura plus le temps pour assumer le rôle de secrétaire du CHSCT) . Les candidatures pour le poste et les nouvelles élections auront lieu lors de la prochaine réunion du CHSCT, en mars 2016.

+ Calendrier prévisionnel des groupes de travail (GT)

GT « Formations » . 20 novembre 2015 matin

GT Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST) : 7 décembre 2015

GT « Crédits » : 5 février 2016 , journée

GT « fiche d'impact des restructurations Grande Région » : 4 novembre 2015, journée

+ 2 GT « DUERP » : pas de date définie, sans doute vers mars 2016

+ Visite de site de Schiltigheim : le 20 novembre 2015 après midi